



PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Lorraine

### **ARRÊTÉ DREAL-88PLU14PL24**

**Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 121-14-1 du  
code de l'urbanisme**

**Relative à la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sainte-  
Marguerite**

Le préfet de département,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10, R.121-14, R. 121-14-1, R.121-15 et R.121-16;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 88PLU14PL24 relative à la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sainte-Marguerite reçue le 16/05/2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°12.BI.29 du 1<sup>er</sup> juin 2012 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 13/06/14 ;

Considérant que l'évaluation environnementale du projet de révision allégée du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-marguerite doit faire l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision spécifique de l'autorité compétente en matière d'environnement ;

Considérant que le territoire de la commune ne présente pas de sensibilité environnementale particulière ;

Considérant la faible ampleur de la révision allégée du PLU qui consiste à prolonger la zone à vocation principale d'habitation (UB) de 1 545 m<sup>2</sup> en vue de permettre la réalisation d'un projet de construction d'habitation, qui n'avait pas été intégré lors de la transformation du précédent Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La modification du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-marguerite n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section II du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le 07/07/14

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

  
Emmanuelle GAY

**Voies et délais de recours**

**Le recours gracieux** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Monsieur le préfet des Vosges  
1, place Foch  
88026 Epinal Cedex

**Le recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

**Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif :  
Tribunal administratif de Nancy  
5 Place de la Carrière  
54000 Nancy